



**PRÉFÈTE
DE LA CREUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport d'activités des services de l'État en Creuse en 2020



SOMMAIRE

Éditorial	3
L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ÉTAT MOBILISÉ DANS LA GESTION DE LA CRISE COVID	
L'action des services de l'état dans la gestion de la crise sanitaire	5
L'Agence Régionale de Santé au cœur du dispositif	6
La Creuse en faveur de la relance et en complémentarité du PPC	8
DES SERVICES DE L'ÉTAT ASSURANT PLEINEMENT DES MISSIONS ESSENTIELLES MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE	
La sécurité, une politique prioritaire en Creuse	11
Une stratégie économique en faveur de la population locale	13
L'Agriculture Creusoise : un projet solidaire et équitable	14
Un territoire de plus en plus engagé dans le développement durable	15
La généralisation de la couverture mobile et du numérique	20
État et collectivités territoriales : une gestion plus territorialisée	22
L'éducation, la jeunesse et le sport pour tous	23
Une politique culture pour la sauvegarde du patrimoine	25
Une politique qualité pour la satisfaction des usagers	27



Directrice de la publication :
Virginie DARPHEUILLE

Rédaction :
Josette LACLAUTRE, Simon VILARD,
XXX XXX, XXXX, XXXX

Crédits photographiques :
XXX, XXXX, XXX

Mise en page :
Espace Copie Plan, Guéret

ÉDITORIAL



Les services de l'État en 2020 ont été fortement mobilisés dans la gestion de la **crise liée à la COVID-19**. Alors que les institutions et tous les secteurs étaient ébranlés par les crises sanitaires, sociales et économiques, les services de l'État se sont **pleinement mobilisés** pour assurer les missions essentielles de l'État et contribuer à la mise en oeuvre territoriale des plans de soutien et de relance. Je tiens ainsi à saluer l'engagement et la cohésion de **l'ensemble des agents**, dans un contexte difficile et contraint, au service de nos concitoyens.

Ce rapport d'activités est l'occasion de communiquer sur les missions de **l'ensemble des services de l'État**. Celles-ci sont multiples ; elles ont néanmoins comme trait commun leur exercice au plus près des acteurs du territoire, citoyens, associations, professionnels et collectivités.

2020 a été synonyme de **mobilisation** autour des plans de soutien et de relance liés à la crise de la COVID-19.

En 2021, la Creuse s'engagera en **faveur de la relance** pour l'ensemble des acteurs publics et privés, en adéquation avec les priorités gouvernementales définies par le baromètre de l'action publique et du plan particulier pour la Creuse.

Pour relever ces défis d'ampleur, vous pouvez compter sur la détermination, l'énergie et le dévouement de **tous les fonctionnaires de l'État**.

Virginie DARPHEUILLE
Préfète de la Creuse

L'ensemble des services de l'État mobilisé dans la gestion de la crise COVID



L'ACTION DES SERVICES DE L'ÉTAT DANS LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

BILAN SANITAIRE DÉPARTEMENTAL 2020

- **2 714** personnes testées positives au COVID 19
- **52** décès à l'hôpital
- **32** décès en établissement de santé médico-sociaux
- **52** clusters identifiés

LES CHIFFRES À RETENIR



- **2 arrêtés préfectoraux** portant fermeture de débit de boissons
- **3 arrêtés préfectoraux** portant interdiction de déplacement sur les plages et les plans d'eau
- **3 arrêtés préfectoraux** relatifs à la réquisition des médecins
- **128 arrêtés préfectoraux** autorisant le maintien des marchés alimentaires
- **4 arrêtés préfectoraux** portant autorisation d'accès au plan d'eau
- **12 arrêtés** relatifs à la réouverture de certains sites touristiques ou parc animalier

FOCUS



La crise sanitaire relative au **Covid-19** a fortement mobilisé l'ensemble des services de l'Etat et des collectivités territoriales dès le **17 mars 2020** pour :

- **mesurer et analyser** en temps réel l'évolution de l'épidémie ;
- **protéger** les populations ;
- **faire face** aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ;
- **mettre en œuvre** les mesures gouvernementales pour la lutte contre l'épidémie.

En termes d'information, **des instances** de suivi de l'épidémie et de concertation ont été mises en place, réunissant autour de la préfète, les principaux élus et représentants d'élus, les professionnels de santé, les services de l'État.

Visite du Centre Hospitalier de Guéret



LA COMMUNICATION : FER DE LANCE DE LA GESTION DE CRISE



- Communication importante sur les **réseaux sociaux**
- **57** communiqués de presse envoyés
- Inauguration d'un point d'accueil relais pour les **victimes de violences conjugales** à Bourgneuf
- Nombreuses **opérations de dépistage COVID-19 gratuites** organisées
- **Relais de différentes opérations** (contrôle port du masque, respect des gestes barrières, etc...)

Opération de dépistage COVID-19 gratuite et sans rendez-vous à Guéret



Meilleur tweet : **6 317** impressions

L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ AU CŒUR DU DISPOSITIF

QUEL RÔLE POUR L'ARS EN CREUSE ?

- Le **suivi** des cas suspects, confirmés ou personnes contacts et des clusters,
- Une **adaptation** du système de soins et une solidarité avec les départements en difficultés,
- Une **information** au public (plateforme téléphonique, communiqués de presse,
- Le **dépistage** (déploiement, suivi, organisation de centres de dépistages),



- Création de la **Cellule Départementale d'Appui** (CDA) qui assure le pilotage de la gestion de crise sur le terrain, au plus près des établissements médico et médicaux-sociaux, des professionnels de santé, des collectivités, et de la population.

DES ACTIVITÉS MAINTENUES DANS L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ÉTAT...



Visite du Centre Hospitalier de Guéret

Sport et jeunesse

- Mise en place des **mesures sanitaires** au sein des structures associatives sportives
- Déploiement des **mesures de soutien** à l'activité (plan de relance, activités partielles, etc.)
- **Lieux d'accueil** dans le premier et second degré

Dépistages

- Dépistages massifs en **abattoirs**
- Dépistages massifs dans les **logements de saisonniers**
- Dépistages massifs dans les **structures d'hébergement social**

Autorisations

- De réaliser **des prélèvements** hors du lieu d'exercice
- Possibilité pour les laboratoires de biologie médicale, aux pharmacies d'officines et aux cabinets d'infirmière de pouvoir **réaliser des prélèvements** naso-pharyngés

Aide alimentaire

- **110 567 euros en 2020** pour soutenir l'activité de distribution alimentaire fortement impactée par le contexte gestion de crise sanitaire

Visite de la Banque Alimentaire

Politique de la ville

- **58 enfants** du quartier prioritaire sont partis en colonies à l'été ou à la Toussaint
- **250 personnes** ont bénéficié d'ateliers extérieurs de boxe, vélo, self défense, football, etc..
- Financement de **12 permis de conduire**

Lutte contre les violences faites aux femmes

- Hébergement des victimes / **Mise en place** de lieux d'accueil
- **Prise en charge** des enfants co-victimes de violences / prise en charge des auteurs de violence

Protection consommateur

- **Surveillance** des prix / disponibilité des produits
- Le **contrôle des masques** mis à disposition du grand public / Prix du gel hydro-alcoolique / commerçants / Jauge dans les magasins / Fermeture des rayons non essentiels

Domaine animalier

- **2526 élevages** bovins / **6177 tests** / **43** gestions de suspicion de **tuberculose** / **26** surveillances de **chiens mordeurs**
- **190 contrôles** dans les établissements utilisant des denrées agricoles
- **172 prélèvements** tout au long de la chaîne alimentaire
- **2 263 certifications** sanitaires



LA CREUSE EN FAVEUR DE LA RELANCE ET EN COMPLÉMENTARITÉ DU PPC



Alice MALLICK

Sous-préfète à la relance et au Plan Particulier de la Creuse

France Relance est un plan inédit, par son ampleur et par son ambition économique, écologique, et sociale. Cet **atout très utile** permet de préparer la France de 2030 en donnant la chance aux cibles locales, aussi bien privées que publiques, de dynamiser le territoire. En tant que sous-préfète à la relance et au PPC, je coordonne les services de l'État pour **accompagner les projets** identifiés précédemment dans le cadre du PPC, et ceux qui émergent dans notre quotidien chamboulé par la crise. Je vais à la rencontre des porteurs de projets, entreprises, associations, collectivités territoriales ou citoyens, pour définir leurs besoins et leur apporter des réponses.

Afin de faciliter la prise de contact, une **plateforme d'accélération de projets** en Creuse (France Relance / PPC) est ouverte et permet à chacun de saisir simultanément tous les services de l'État en Creuse :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/relance-creuse>

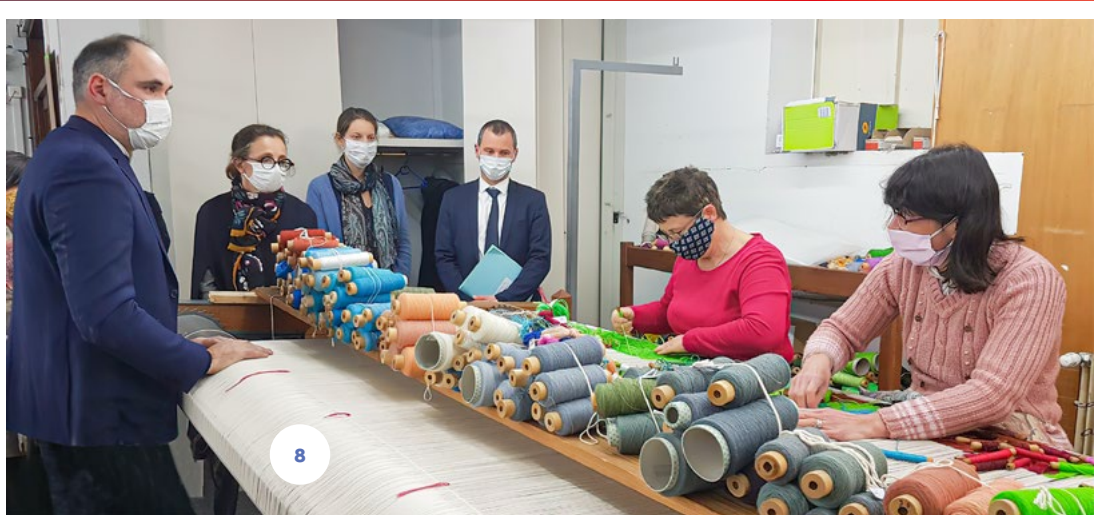
LES CHIFFRES À RETENIR

Lancé le 3 septembre 2020, les premiers résultats ont été visibles dès la fin de l'année :

- **1,4 M€** d'aides au profit de **2** entreprises pour réaliser **3 M€** d'investissement
- **1,3 M€** de soutien auprès de **20** communes pour réaliser **7 M€** d'investissement au titre de la DSIL exceptionnelles relance
- **0,4 M€** pour la rénovation thermique de **9** bâtiments de l'État
- **2 M€** d'aides Ma Prime Rénov' attribuées à **496** particuliers en faveur de la transition énergétique des logements.
- **212** primes à la conversion et bonus écologique accordés pour le verdissement des véhicules automobiles
- **500** jeunes creusois bénéficiaires du plan jeunes dont **266** primes à l'embauche et **238** contrats d'apprentissage et de professionnalisation



Visite des ateliers de tapisseries Pinton



UN « EFFET LEVIER » POUR LE PLAN PARTICULIER DE LA CREUSE

Au-delà des **96 engagements** de l'Etat et près de **80 millions d'euros** d'intervention qu'il comporte, le PPC représente avant tout un outil de concertation et de coordination qui mobilise, les citoyens, les collectivités territoriales, les associations, les entreprises et l'administration.

Sur les **113 projets du PPC**, plusieurs d'entre eux bénéficient d'une amplification par le plan de relance, comme le projet de rénovation des thermes d'Evau-les-Bains ou encore le Projet Alimentaire Territorial.



Alice MALLICK, sous-préfète à la relance et au Plan Particulier pour la Creuse, en visite dans l'entreprise ATULAM de Jarnages

ZOOM SUR CERTAINS PROJETS DU PLAN PARTICULIER POUR LA CREUSE

Création d'un centre d'allotement de bovins exemplaire en termes de bien être animal

L'année 2020 a vu l'entrée en fonctionnement du **nouveau bâtiment** de la coopérative CELMAR à la Souterraine. Capable d'accueillir **600 bovins**, ce bâtiment a été pensé pour prendre en compte tant la sécurité et l'**amélioration des conditions de travail** des employés que le **bien-être animal** : meilleure contention des animaux, ventilation pour lutter contre les chaleurs estivales, sol paillé, lumière naturelle, réduction du bruit des barrières métalliques... autant de facteurs de stress en moins pour les hommes et les animaux.

L'État a alloué **500 000 €** de subvention au titre du PPC, permettant un investissement total de **1,5 million d'euros** (soit un soutien du projet à hauteur de **33%**).



Outre l'amélioration des conditions de travail des hommes et d'hébergement des animaux, ce projet permet d'augmenter l'activité de la coopérative, qui œuvre au quotidien pour la mise en valeur de l'élevage creusois. À noter que

chaque année, **un tiers** des animaux vendus en boucherie par la CELMAR est porteur d'un **label de qualité** (Label Rouge, Agriculture Biologique, ou encore Engagement Qualité Carrefour).

Guéret, ville préolympique

La ville de Guéret s'est engagée dans une démarche de **labellisation d'un Centre de Préparation aux Jeux olympiques** et Paralympiques de 2024 dans la discipline du VTT et cyclisme sur route. La candidature retenue a été annoncée par **Madame GOURAULT**, Ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales lors de sa venue le **2 octobre 2020**.

Les travaux **ont déjà bien avancé** : rénovation de l'IRFJS pour l'hébergement des athlètes, création d'une piste VTT aux normes internationales dans la forêt des Chabrières.



Des services de l'État assurant pleinement des missions essentielles malgré la crise sanitaire



LA SÉCURITÉ, UNE POLITIQUE PRIORITAIRE EN CREUSE

L'ACTIVITÉ DES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LES CHIFFRES DE LA DÉLINQUANCE

L'action des forces de sécurité en 2020 a permis d'alterner, en lien avec le Parquet de Guéret, **répression et prévention**, notamment sur le volet des violences conjugales et intrafamiliales pour lequel **339 situations** ont été relevées en 2020.

Par ailleurs, dans le contexte sanitaire, **l'effort de visibilité** des forces de l'ordre sur l'ensemble du territoire creusois avait pour double objectif de prévenir les actes de délinquance et de rassurer la population.



Chiffres-clés en zone Gendarmerie

- **540** Atteintes Volontaires à l'intégrité Physique (AVIP)
- **1101** Atteintes aux Biens (AAB)
- **5** vols avec violence
- Augmentation des cambriolages en résidences principales et secondaires
- Baisse des vols simples contre particuliers / vols sans violence
- **814** comportements portant atteinte à la tranquillité publique (+35)
- De plus en plus de plaintes sont recueillies pour des problèmes de voisinage / comportement agressifs / dégradations de véhicules

Chiffres-clés en zone Police

- **831** faits de délinquance
- **88** vols avec effraction contre 52 en 2020
- Baisse des infractions liées aux véhicules (61 en 2020 contre 112 en 2019)
- **+15,35 %** pour les atteintes volontaires à l'intégrité physique
- Une tentative d'homicide volontaire a eu lieu à Guéret en 2020
- **44** faits de violences intrafamiliales
- **106** infractions contre les stupéfiants ont été constatées en 2020



ZOOM SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE



Les chiffres de la sécurité routière en 2020 ont été fortement impactés par les mesures de confinement notamment concernant le nombre de blessés en forte diminution :

- **6 accidents mortels** et **33 blessés** en 2020
- **7 tués** et **62 blessés** en 2019

Le bilan des **suspensions de permis** de conduire :

	ANNÉE 2019	ANNÉE 2020
Alcoolémie	45	46
Stupéfiants	76	53
Vitesse > 40 km/h	56	62
Vitesse > 50 km/h	29	35
Totaux	206	196



Opération de sécurité routière de la Gendarmerie Nationale

LES ACTIONS MISES EN PLACE



- **Création d'appartements d'urgence** pour l'accueil des victimes
- **Effort de visibilité des forces de l'ordre** sur l'ensemble du territoire
- Des **patrouilles avec prises de contact** avec les commerçants, sont déployées tout au long de l'année
- Mise en place de la **Cellule de Renseignement Opérationnel sur les Stupéfiants**
- Installation de la **cellule de lutte contre l'islamisme** et le repli communautaire
- Rehaussement de la vitesse à **90 km/h** sur l'ensemble du réseau routier départemental



Opération anti-stupéfiant de la Police Nationale

LA DIRCO¹ AU CŒUR DE LA SÉCURITÉ

Les travaux de réfection de chaussée de la RN145

Le premier chantier post-confinement portait sur la réfection de chaussée de la RN145 et s'est déroulé **du 25 mai au 19 juin 2020**.



Plan Particulier pour la Creuse

La chaussée dégradée, est refaite sur plus de **4 km**. Cette opération d'environ **1,5 M€** fait partie d'un

programme d'amélioration d'itinéraire sur **5 ans de la RN145** en Creuse, chiffrée à près de **20 M€** et soutenu dans le cadre du PPC.

Une lutte contre la prise à contre-sens



Le premier chantier post-confinement portait également sur **la lutte contre la prise à contre-sens** sur la RN145 en Creuse. La problématique des prises à contresens du réseau routier national est un des enjeux majeurs de la politique de lutte contre l'insécurité routière, principalement sur l'A20 et la RN145.

La phase de **paramétrage des équipements est en cours d'achèvement**. Cette dernière se conclura par des tests de terrain.

¹ Direction Interdépartementale Des Routes du Centre-Ouest



UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE EN FAVEUR DE LA POPULATION LOCALE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES PUBLIQUES, ACTEUR DE LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT

En cette année 2020 singulière, les priorités ont été recentrées pour aider et accompagner les acteurs économiques afin de faire face à la crise. **Un plan de continuité d'activité** a été mis en place pendant le premier confinement dont une des priorités était le paiement rapide des dépenses publiques.

Il s'est également agi d'accompagner les entreprises avec des mesures **de report et d'étalement des échéances fiscales** et le déploiement du **fonds de solidarité COVID19**. Le fonds de solidarité a ainsi bénéficié à plus de 2600 entreprises creusoises pour un total de **13 millions d'euros** au 31/12/2020.



FINANCES PUBLIQUES

INSPECTION DU TRAVAIL ET MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Les priorités de l'inspection du travail en 2020

- Lutter contre le **travail illégal**
- Contrôler les **détachements internationaux** de salariés
- Accompagner la mise en place du **comité social et économique**
- Agir pour l'**égalité professionnelle**
- Prévenir les **chutes** de hauteur
- Éviter l'exposition à l'**amiante**
- Veiller aux **conditions de travail** des salariés dans l'agriculture



LA POURSUITE DES RÉFORMES ET CHANTIERS DE TRANSFORMATION GOUVERNEMENTAUX

Près de **90 %** des creusoises ont bénéficié de la suppression totale de leur taxe d'habitation en 2020 après la réduction progressive entamée en **2018 et 2019**. Sur 60 379 résidences principales, seuls 7 223 contribuables ont payé une taxe d'habitation en 2020. (représentant **21,2 M€**)

Le déploiement d'un nouveau réseau de proximité des finances publiques avec :

- L'implantation des **conseillers aux décideurs locaux** au plus près des élus locaux
- Tenue des comptes des collectivités locales et gestion fiscale progressivement **regroupés** sur des services plus étoffés.
- Accueil du public réalisé dans les **services finances** mais aussi via les structures **France Services**

France services

Les chiffres-clés

- **1 226** interventions
- **1** signalement de conflit / 1 conciliation
- **22** décisions
- **2 834** appels téléphoniques pris en charge (2 610 en 2019)
- **665** usagers reçus (**656** en 2019)
- **41** courriers et **414** courriels
- Négociation collective : **116 accords**, avenants déposés
- Homologation des ruptures conventionnelles : **428 demandes**
- Activité partielle : **1 514** entreprises ont déposé une demande d'activité partielle pour **7 501** salariés (**1939 084** euros)



L'AGRICULTURE CREUSOISE : UN PROJET SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE



ACCOMPAGNEMENT DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE L'IRRIGATION AGRICOLE



Devant le constat d'une pluviométrie de plus en plus irrégulièrement répartie sur l'année, un appel à projets a été lancé en 2020 concernant la création et l'agrandissement de retenues pour le stockage d'eau destiné à l'irrigation agricole.

Il a mobilisé **6 exploitations** en Creuse pour un volume total de stockage créé de **150 000 m³**, un montant d'investissement de **818 000 €** et un montant d'aide Région/FEADER de **490 800 €**.

LES CHIFFRES À RETENIR



- **127 M€** d'aides PAC pour les **3261 exploitations** éligibles du département dont **64 M€** d'aides découlées surfaciques et **28 M€** d'aides animales (bovines, ovines, caprines)
- **25 jeunes** agriculteurs accompagnés par la dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) pour un montant de **885 000 €**
- **58 exploitants** aidés dans leur projet d'investissement pour un montant total de **2,15 M€** (FEADER, Conseil Régional, État)
- **10,5 M€** versés au titre des calamités agricoles



LE PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE (PAT)

Le PAT est un **outil essentiel** pour apporter des réponses aux agriculteurs creusois dans un contexte **aigu de crise de l'élevage**. La Creuse a donc fait le choix d'un **PAT départemental**.

Le PAT Creuse est une **action phare du PPC**, il s'inscrit à la fois dans le plan de relance et est un **outil central** pour la mise en œuvre d'actions de la feuille de route « filière bovins mâles en Creuse ». De plus la mesure PAT en Creuse portera les demandes relatives aux abattoirs si elles sont déposées.



UN TERRITOIRE DE PLUS EN PLUS ENGAGÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



VERS UN SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Ce schéma comportera un **état des lieux des énergies renouvelables en Creuse et de leur potentiel de développement**, ainsi que des **pistes de réflexions** sur les économies d'énergie, l'adhésion sociétale ou encore les orientations départementales en matière d'énergie renouvelables.

Les travaux sont en cours et le schéma devrait être **validé fin 2021** dans le cadre du Pôle Énergies Renouvelables (EnR), initié par le PPC.



Réunion du pôle des énergies renouvelables

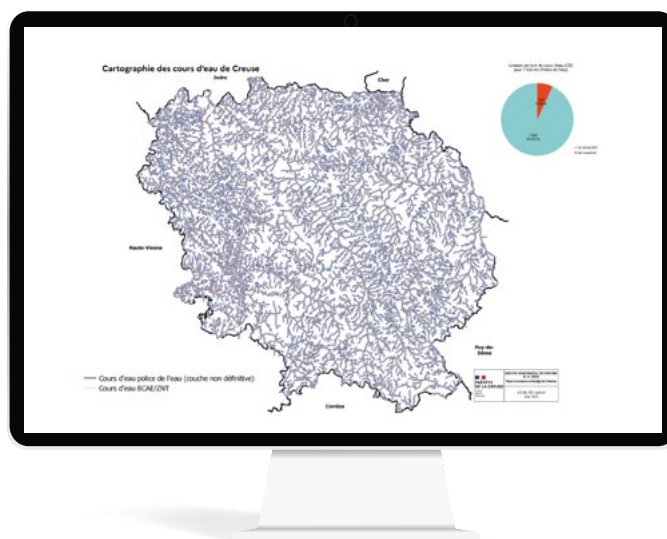


VERS UNE HARMONISATION DE LA CARTOGRAPHIE DES COURS D'EAU DU DÉPARTEMENT

Après des essais infructueux dans les années 2000 puis en 2016/2017, a été reconnue l'**impossibilité d'établir une cartographie** exhaustive de l'ensemble des cours d'eau « police de l'eau » du département.

Aujourd'hui un **premier travail de cartographie informatique** a permis de prédéfinir sur l'ensemble du département des **tracés à expertiser** issus de données de l'information géographique et forestière (IGN) ou d'autres sources. Cette cartographie a ensuite été **éditée et confiée** au monde agricole pour pré-identification des cours d'eau.

Ce travail de terrain a ensuite **été numérisé** par la DDT **pour reconstituer** les tracés des cours d'eau retenus, et constituer la carte des cours d'eau au titre des zones de non-traitement aux produits phyto-sanitaires. Soumise à la consultation du public entre le **20 octobre et le 14 novembre 2020**, cette carte a servi de base à la signature de l'arrêté préfectoral du **17 décembre 2020**. Il reste aujourd'hui quelques centaines de kilomètres de cours d'eau à expertiser pour compléter cette cartographie qui ne correspond toutefois pas à une cartographie exhaustive des cours d'eau au titre de la police de l'eau.



ZOOM SUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE



En Creuse, l'amélioration de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine demeure une priorité des services de l'ARS. Dans le cadre de cette priorisation, l'ARS-DD23 a participé en 2020 à 10 réunions en présence des maires et présidents de syndicats concernés par la gestion de l'eau. De plus l'ARS a accompagné le transfert de compétence Eau potable des communes en régie directe au profit de la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret.

L'ARS **est aussi responsable** des prélèvements et analyses des eaux sur lieux de baignade sur le département de la Creuse.



LE SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE (SARE)

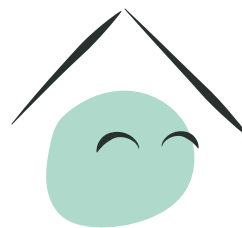
Ce **dispositif renseigne et conseille** les usagers, propriétaires occupants ou bailleurs en les orientant vers les différentes aides liées à la rénovation énergétique des logements comme MPR (Ma Prime Renov') ou les opérateurs locaux des PIG (Programme d'Intérêt Général) et des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) qui mettent en oeuvre des aides du programme « Habiter mieux sérénité » (HMS) de l'Anah.



ACCOMPAGNEMENT DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS



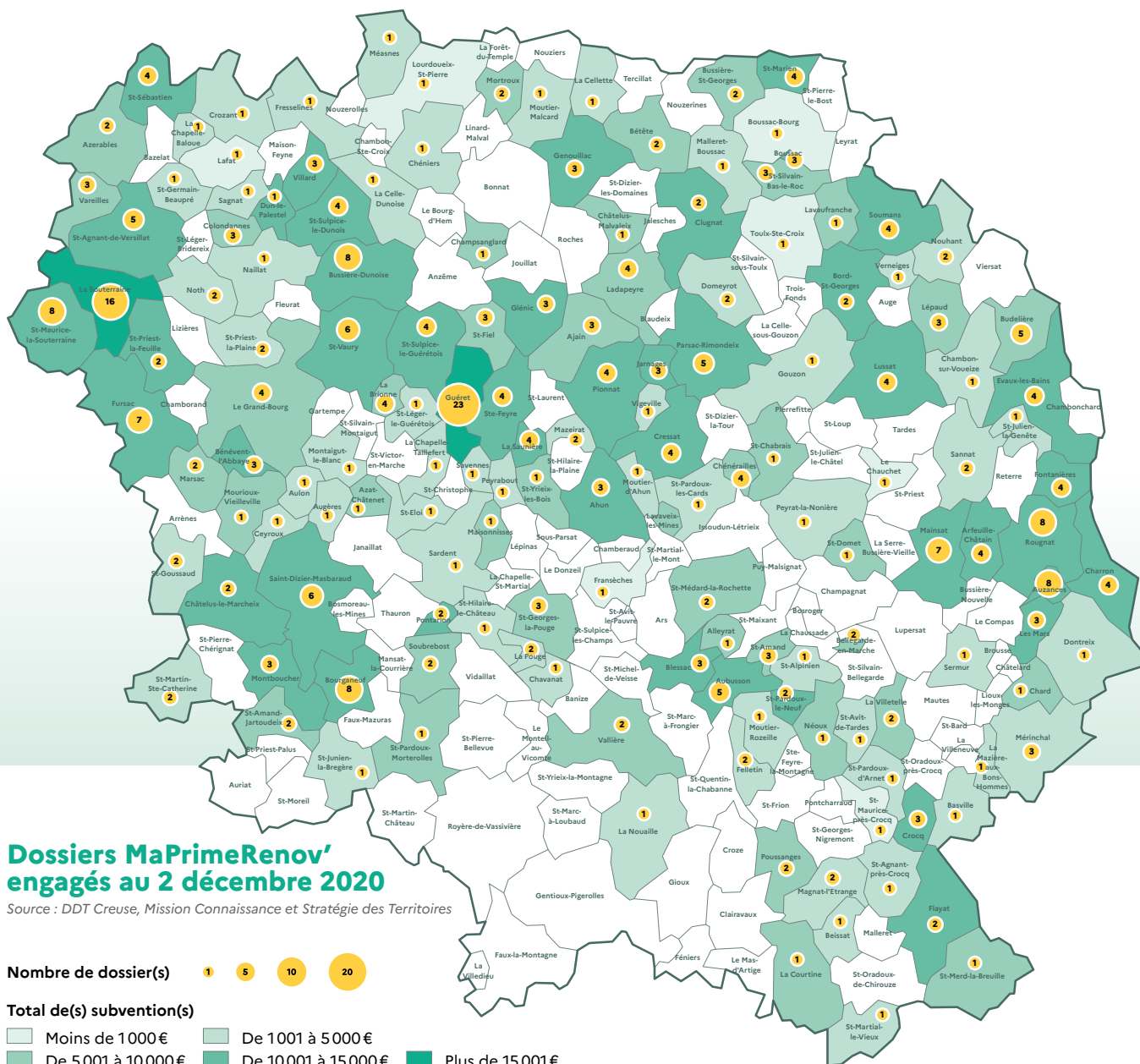
Avec **35 %** de logements privés construits avant 1919, le département de la Creuse est celui de la région Nouvelle-Aquitaine qui a le **plus fort taux** de « passoires énergétiques » classés F et G. De plus le revenu moyen par habitant y est aussi le **plus faible** ce qui entraîne une forte **précarité énergétique**.



MaPrimeRénov'

Mieux chez moi, mieux pour la planète

Ainsi **3 186 000 M€** de l'Anah de subventions ont été accordées, soit **1 879 000 M€ (59%)** au titre du dispositif national Ma Prime Rénov' (MPR) et **1 307 000 € (41%)** dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) porté par le conseil départemental, permettant d'aider **623** ménages creusois.



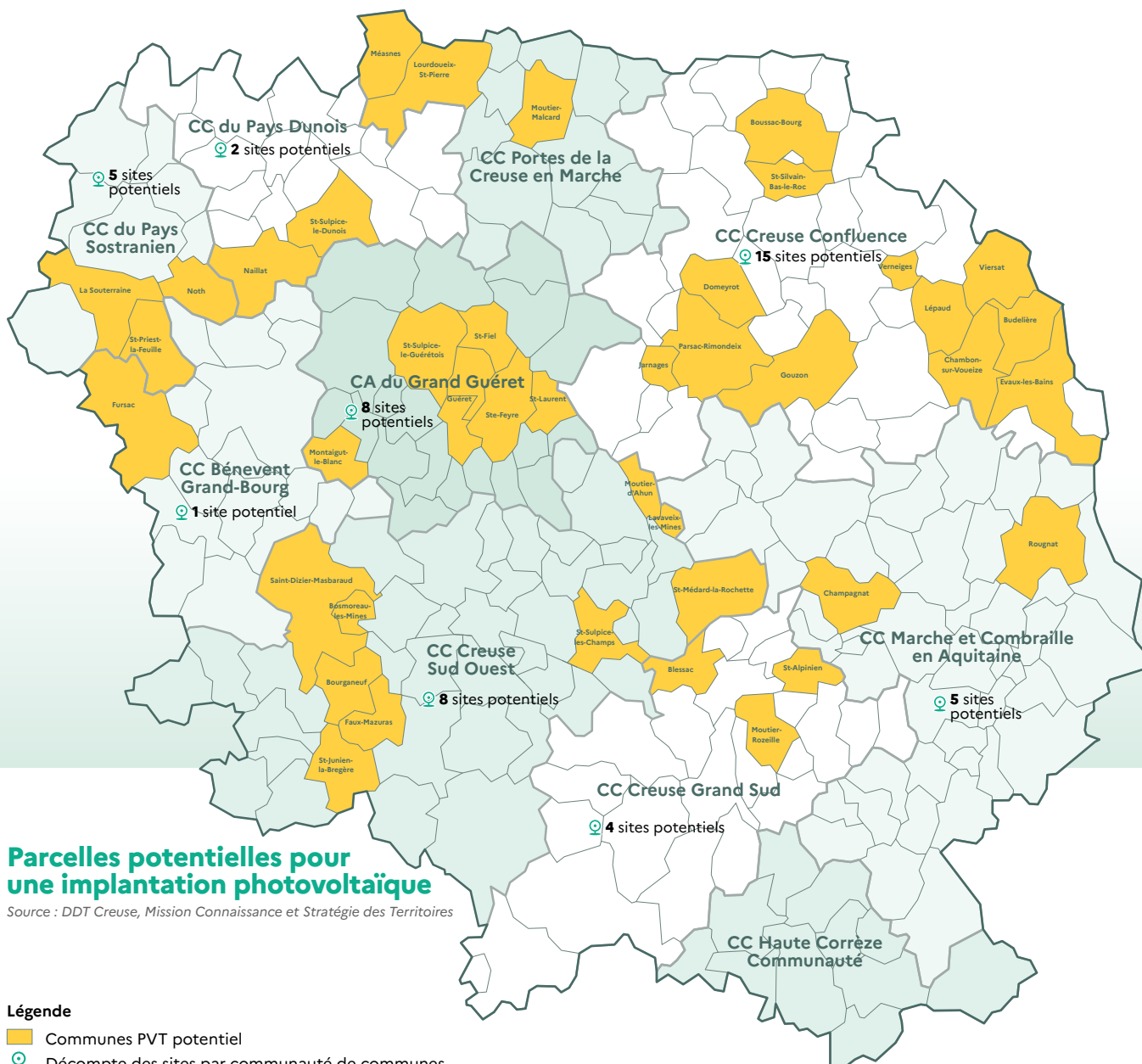
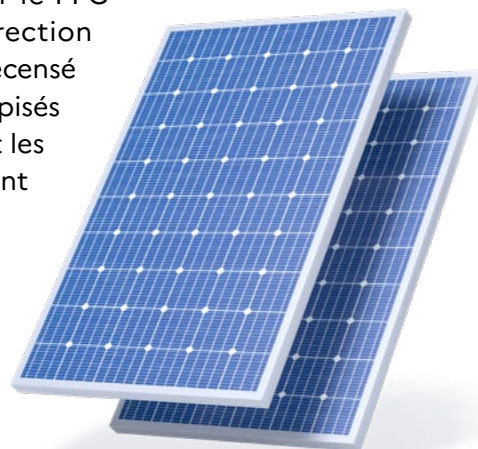
RÉALISATION D'UNE ÉTUDE SUR LE POTENTIEL DE TERRAINS ANTHROPOSÉS EN CREUSE POUR L'IMPLANTATION DE PARCS PHOTOVOLTAÏQUES



Dans le cadre de la stratégie de développement des énergies renouvelables (EnR) initié par le PPC au niveau national comme local, la Direction départementale des territoires (DDT) a recensé

des **sites potentiels** sur le département, en croisant les sites anthropisés historiques connus avec les servitudes et contraintes et en excluant les zones correspondant à des terrains agricoles, forestiers ou présentant un intérêt certain pour l'environnement et la biodiversité.

Au total, **51 sites** ont été retenus, représentant un potentiel de **251 HA** répartis sur **42 communes** (**9** communautés de communes, cf. illustration). L'ensemble des parcelles concernées a été cartographié au sein d'un atlas, pour être présenté aux collectivités concernées et recueillir leur avis sur le potentiel effectif de ces terrains.



UNE NOUVELLE ORGANISATION PARTENARIALE ET DE NOUVEAUX PROGRAMMES AU BÉNÉFICE DES TERRITOIRES



Le **9 décembre 2020** a été installé le **comité local de cohésion territoriale**, prévu par la loi portant création de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) et ce, dans la continuité de celle mise en place pour le pilotage et le suivi du Plan Particulier pour la Creuse (PPC).

Il accompagnera **plusieurs thématiques** liées au PPC et aux politiques publiques prioritaires de l'État, telles que la ville durable (écoquartier, écobourg), la redynamisation des centres-villes (action cœur de ville, opération de revitalisation du territoire), le développement économique, l'agenda rural, le numérique, les ressources en eau...

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Installation du comité local de cohésion territoriale



LA GÉNÉRALISATION DE LA COUVERTURE MOBILE ET DU NUMÉRIQUE



Inauguration de la 4G à Saint-Martin-Château

ZOOM SUR LE PROGRAMME « NEW DEAL MOBILE »

Ce New deal mobile permet notamment la **généralisation de la 4G en métropole depuis fin 2020** et introduit un dispositif de couverture ciblée visant à améliorer de manière localisée et significative la couverture de la zone dans lesquelles un besoin d'aménagement numérique du territoire aura été identifié par les collectivités et le Gouvernement : chaque opérateur sera tenu d'assurer la couverture de 5000 nouvelles zones dans ce cadre.

Depuis le début du programme, le dispositif de couverture ciblée a permis l'implantation de **45 sites de téléphonie mobile 4G** portant le service pour les **4 opérateurs de téléphonie mobile** (certains sont en cours de construction).

Pour l'année 2022, **plus de 80 communes** ont d'ores et déjà fait valoir une demande d'amélioration de la couverture



DE NOUVELLES STRUCTURES FRANCE SERVICES EN CREUSE

En visite dans la Creuse, le **2 octobre 2020**, Jacqueline GOURAULT, ministre de la cohésion des Territoires et des Relations avec les collectivités territoriales a annoncé la labellisation de **4 nouvelles structures France Services** dans notre département.

France services

Ces maisons France services sont :

- **3 maisons de services au public (MSAP)** sur les communes de Bénévent-l'Abbaye, de Chénérailles et de Chambon-sur-Voueize, portées par le groupe La Poste
- **1 structure** concerne la création « France services » portée par la mutualité sociale agricole (MSA) du Limousin sur la commune d'Aubusson

Visite de Jacqueline GOURAULT dans la Creuse



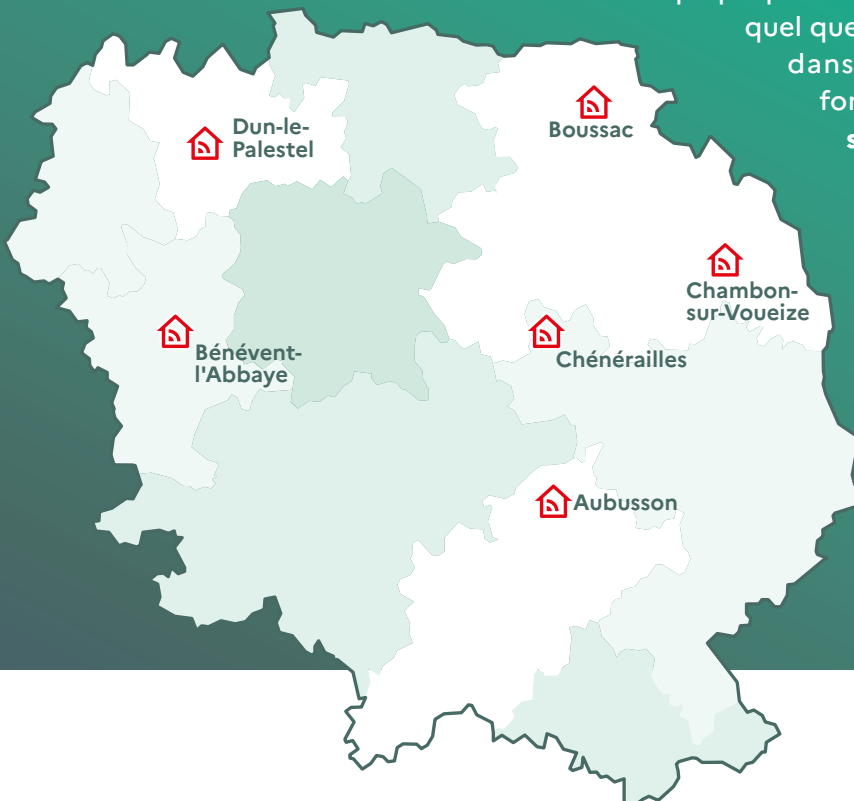
ZOOM SUR LES MAISONS FRANCE SERVICES



Il s'agit de **points d'accès aux services publics** qui proposent à chaque citoyen

quel que soit l'endroit où il vit, d'être accueilli dans un lieu unique par des personnes formées et disponibles, pour effectuer **ses démarches du quotidien** tout en garantissant partout un même niveau d'exigence et de qualité.

Le département de la Creuse compte **6 « France Services »** au 31/12/2020, avec **8 structures** supplémentaires prévues pour 2021. L'objectif visé est d'installer au moins une structure par canton d'ici la fin 2022 pour assurer un retour **des services au cœur des territoires**.



Légende

 Maison France services



ÉTAT ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : UNE GESTION PLUS TERRITORIALISÉE

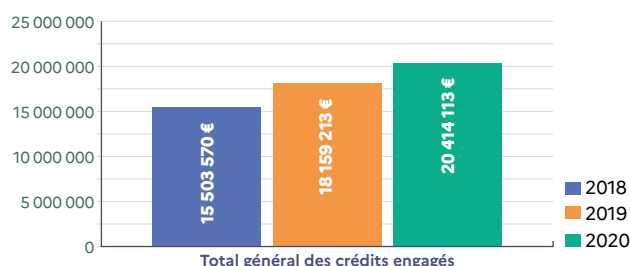
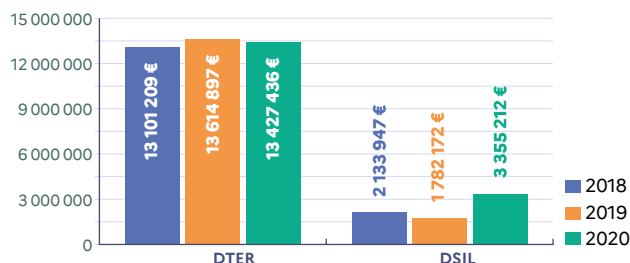
Les collectivités territoriales sont confrontées à des défis majeurs de cohésion sociale, de transition écologique et de développement économique.

Les services de l'Etat accompagnent ces territoires dans leur mutation...



Ainsi en 2020, **20 M€** ont été attribués pour réaliser **46 M€** d'investissements publics. Les effets levier du PPC et du plan de relance sont mutualisés : **1,9 M€ de FNADT** a été mobilisé par le PPC et un complément de **1,3 M€ par une DSIL** exceptionnelle du plan de relance. À noter, la DETR représente un montant de plus de **13,4 M€** pour l'ensemble du département.

Depuis 2020, la gestion de la DETR des collectivités de l'arrondissement d'Aubusson est **totallement gérée** par la sous-préfecture, de l'enregistrement des dossiers à leur ordonnancement. L'enveloppe annuelle affectée à l'arrondissement d'Aubusson est proportionnelle à sa population, soit environ **38%** de l'enveloppe départementale. En 2020, c'est **5 102 425 M€** qui ont été injectés pour **247 dossiers**.



DOTATIONS	CRÉDITS ENGAGÉS			CRÉDITS PROGRAMMÉS		CRÉDITS ENGAGÉS	
	2018	2019	ÉVOLUTION 2018/2019	2020	ÉVOLUTION 2019/2020	2020	%
DETR	13 101 209,00	13 614 897,00	3,92 %	13 427 436,00	-1,38 %	13 427 436,00	100,00 %
DSID		1 067 850,00		1 258 132,00	17,82 %	1 258 132,00	100,00 %
DSIL (contrats de ruralité)	1 156 117,00	1 188 885,00	2,83 %	1 258 048,00	5,65 %	1 256 048,00	100,00 %
DSIL (hors contrats de ruralité)	716 540,00	497 287,00		495 561,00		495 561,00	100,00 %
DSIL « Cœur de ville » Guéret	261 290,00	96 000,00	-39,33 %		37,92 %		
DSIL PPC				322 705,00		322 705,00	100,00 %
DSIL exceptionnelle				717 128,00		717 128,00	100,00 %
DSIL exceptionnelle V2				563 770,87		563 770,87	100,00 %
Total DSIL	2 133 947,00	1 782 172,00	-16,48 %	3 355 212,87	88,27 %	3 355 212,87	100,00 %
FNADT CPER 2015/2020	222 329,00	276 064,00	24,17 %	356 750,00	29,23 %	362 783,00	101,69 %
FNADT section générale	46 085,00	140 000,00	203,79 %	75 000,00	-46,43 %	75 000,00	100,00 %
FNADT PPC		1 278 229,95		1 965 800,00	53,79 %	1 935 550,00	98,46 %
Total général	15 503 570,00	18 159 213,50	17,13 %	20 438 330,87	12,55 %	20 414 113,87	99,88 %

L'ÉDUCATION, LA JEUNESSE ET LE SPORT POUR TOUS



ZOOM SUR LES VACANCES APPRENTANTES

.....



QUELLES ACTIONS MENÉES ?

.....

- Une action de **contrôle et d'application** de la réglementation
- Une action de **soutien et de développement** de l'offre éducative de qualité dans les accueils de loisirs
- Un **soutien financier** grâce au fonds pour le développement de la vie associative (FDVA 1 et 2)
- Un **soutien à l'animation de la vie associative** en expérimentant une mesure nationale d'accompagnement à la vie associative (AVAL). Elle travaillera à l'accompagnement des associations pour rendre plus visible et accessible ce qui existe déjà et soutenir le développement de nouvelles propositions que ce soit en termes d'information, de formations, et de mutualisation d'outils.

Le dispositif vacances apprenantes a été largement déployé en Creuse, permettant en 2020 à plus de **300 enfants** de partir en séjours de vacances en Creuse ou dans d'autres départements le service jeunesse et sports a travaillé avec la FOL23 et la CAF à la création d'une **offre de séjours de proximité** sur le lycée agricole d'Ahun permettant de **développer une expérience** de premiers départs en vacances à des coûts très réduits.





L'ÉCOLE INCLUSIVE

Ce dispositif est déployé sur l'ensemble du territoire depuis 2018. Il concerne les élèves, de l'école maternelle au BTS, hors établissements médico-sociaux ou sanitaires. Le département compte **dix Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS)** dans le premier degré, **quatre ULIS collège** et **une ULIS Lycée professionnel** dans le second degré.

LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

La **hausse des effectifs** se poursuit de façon régulière depuis plusieurs années. Elle concerne tant le premier degré que le second degré. Les raisons peuvent être un meilleur dépistage, particulièrement des troubles DYS, et une meilleure information des familles concernant les démarches à engager.

Pour la rentrée 2020, nous comptons la présence de **900 élèves handicapés**. Près de **600 sont scolarisés** en milieu ordinaire de la maternelle au lycée, souvent accompagnés par des AESH, ou dans un des dispositif ULIS.



LES CHIFFRES À RETENIR

Élèves scolarisés dans le département pour le premier degré (public et privé)

- **7 488 élèves** (dont **2 628** en maternelle pour le public)
- **231 élèves** dans les écoles privées sous contrat

Élèves scolarisés dans le département pour le second degré (public uniquement sur le territoire)

- **7 574 élèves** (-41 par rapport à 2019)
- **4 282 élèves** en collèges (dont **232 SEGPA**)
- **2 346 élèves** en lycées
- **946 élèves** en lycées professionnels

Le département de la Creuse représente **15,45 %** des effectifs du secondaire de l'académie.



LES AUTRES ACTIVITÉS DU SERVICE

- Généralisation des **Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés (PIAL)**
- Installation des **petits déjeuners** à l'école
- Lutte contre le **décrochage scolaire et l'absentéisme** (**123** signalements d'absences traités)

- Signature de conventions de lutte **contre les violences scolaires**
- **Génération JO 2024** : organisation de la journée nationale du sport scolaire, de la semaine olympique et de la journée olympique...



UNE POLITIQUE CULTURE POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE



Visite de la Préfecture lors des Journées du Patrimoine

TRAVAUX ACCOMPLIS EN 2020

- **Le Compas**
Domaine de Vauchassades – chantier 2020
- **Lavaufranche**
Ancienne Commanderie – chantier 2020 – Consolidation et mise en sécurité de la chapelle
- **Banize**
Église – Chantier 2020 et suite – dégagement des peintures murales
- **La Souterraine**
Église – chantier 2020 et suite – restauration du clocher
- **Saint-Pardoux-Morterolles**
Église du bourg – chantier 2020 et suite
- **Tardes**
Église de Mazeirat – chantier 2019, 2020 et suite

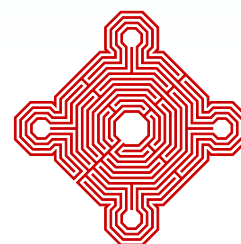


À RETENIR



- **294** monuments historiques protégés, dont **85** classés (CLMH), **197** inscrits (IMH) et **12** bénéficiant de la double protection CLMH et IMH
- **17** dossiers fondation du patrimoine traités par l'UDAP au titre de l'année 2020
- **12** labels « Fondation du Patrimoine » attribués et **5** dossiers supplémentaires accordés
- DETR : **14** dossiers portant sur du patrimoine non protégé
- Label enfouissement des lignes :
 - Dossiers ENEDIS : **71**
 - Dossiers SDEC : **60**

MONUMENT



HISTORIQUE



PARTENARIATS CULTURELS



Conservatoire de musique

Le partenariat entre les établissements scolaires et le conservatoire départemental **se poursuit** avec les mêmes modalités qu'en 2019.

Écoliers, collégiens et lycéens au cinéma

Ce dispositif, en partenariat avec LENA (Ligue de l'enseignement Nouvelle-Aquitaine) comptait **8 303 élèves** creusois inscrits sur les **3 dispositifs** d'Éducation au cinéma

FRAC Artothèque de Limoges, Pôle Arts

Les élèves avec leur enseignant ont bénéficié de visites d'exposition d'art contemporain et d'un atelier de pratique artistique, avec la thématique ou problématique de l'exposition. En 2020 : **118 élèves accueillis** avec leur enseignant avant le confinement, soit **7 classes**.



Projets d'éducation artistique et culturelle

Sur le département, **36 projets** d'éducation artistique et culturelle ont bénéficié du soutien de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour un montant de **145 194 €**. Ainsi, **2 006 élèves** de **30 établissements** scolaires ont pu découvrir des domaines très variés tels que la sculpture, la réalisation de fresques murales, la photographie, la musique, la tapisserie...

L'été culture en Creuse fut également riche en propositions : **19 projets** en direction des jeunes et des habitants (**104 610 €** DRAC).

La Drac soutient également les activités liées à la lecture publique (CDLI Creuse, **20 000 €**) et aux pratiques musicales (CRD Creuse, **76 800 €**) au niveau départemental, sans oublier Musique en marche (**30 000 €**). Elle accompagne également les structures culturelles telles que la scène nationale d'Aubusson (**634 500 €**), la Guérétoise (**66 210 €**)...



Le contexte sanitaire n'a pas permis de développer ces partenariats avec la même ampleur que les années précédentes !

UNE POLITIQUE QUALITÉ POUR LA SATISFACTION DES USAGERS



LABELLISATION QUAL-E-PREF

La préfecture de la Creuse ayant été labellisée sur le référentiel Qual-e-pref le **31 juillet 2019** par la société SOCOTEC, un audit de suivi devait être réalisé dans les 18 mois suivants.

Lors de celui-ci, l'auditrice SOCOTEC, a relevé des points sensibles, **des points forts** et des pistes d'amélioration concernant les modalités d'accueil des usagers par les services de la Préfecture.

LE BAROMÈTRE DE L'ACTION PUBLIQUE EN CREUSE

Le Conseil des ministres du **4 novembre 2020** a arrêté la liste des **78 «réformes prioritaires»**, reflétant les axes prioritaires d'action du Président de la République et du Gouvernement. L'objectif de ce dispositif est de garantir que les réformes produisent **des améliorations concrètes et visibles** dans la vie quotidienne des françaises et des français. Les préfets sont chargés de la **déclinaison territoriale des réformes** et d'en suivre l'exécution en privilégiant le niveau **départemental**.

En Creuse, est désigné **un chef de projet** pour suivre la gestion de chaque indicateur. Des **COPIL réguliers** par thématique sont organisés, tous les quinze jours, pour permettre d'aboutir à une restitution avant **fin 2021**.

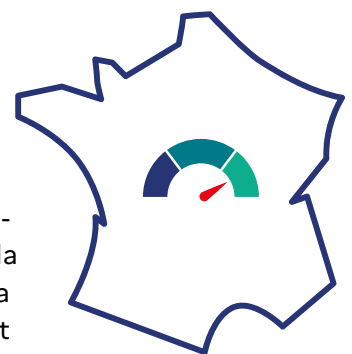
Une priorité en 2020 et en 2021

Cette année 2020, malgré la crise sanitaire, les services de l'État **se sont engagés** en faveur des réformes prioritaires telles que la couverture internet, les maisons France services et dans de nombreux autres axes.

Devant cette **priorité gouvernementale** et la nécessaire **amélioration de la vie quotidienne** des françaises et français, les services de l'État **continueront d'œuvrer** pour l'ensemble de ces réformes prioritaires.

LES SEPT POINTS FORTS

- L'affichage **qualité visible** par tous et toutes
- La **charte de l'usager** est affichée à plusieurs endroits
- La préfecture est équipée, d'une **boucle auditive** et d'un **fauteuil handicapé** pour les usagers à mobilité réduite
- L'organisation des **permanences** à l'accueil garantit une grande polyvalence de la part des agents
- La remise à l'usager, par l'agent d'accueil, de **petites fiches** destinées à indiquer la marche à suivre, en fonction de la demande faite
- La **réalisation d'enquêtes** par le SIDSIC concernant les réponses téléphoniques
- La fiche **procédure accueil usager** mécontent et dangereux pour les fonctionnaires





Pour plus d'informations,
connectez-vous sur **creuse.gouv.fr**